

## Le 19<sup>ème</sup> sommet UE-Chine et le 35<sup>ème</sup> dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme à Bruxelles

Le 19<sup>ème</sup> sommet bilatéral entre l'Union européenne et la Chine s'est déroulé le 2 juin à Bruxelles. La capitale belge a ensuite accueilli le 35<sup>ème</sup> dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme les 22 et 23 juin.



Le président du Conseil européen Donald Tusk et le Premier ministre chinois Li Keqiang à leur arrivée au sommet UE-Chine le 2 juin à Bruxelles. (Photo : Reuters)

La coopération environnementale figurait en bonne place à l'ordre du jour du sommet, qui s'est tenu quelques jours seulement après l'annonce du président américain Donald Trump de retirer les États-Unis de l'accord de Paris conclu en 2015, et l'UE et la Chine ont tenu à réaffirmer leur volonté de lutter contre le changement climatique. L'UE était représentée par Donald Tusk, président du Conseil européen, et par Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne. La Chine était quant à elle représentée par son Premier ministre Li

Keqiang. Ensemble, ils ont également discuté des relations économiques et politiques de l'UE et de la Chine et ont échangé leurs points de vue sur les problèmes de sécurité et de politique étrangère, y compris la situation dans la péninsule coréenne.

Dans ses [remarques](#) à l'issue du sommet, le président Donald Tusk a expliqué: « Nous avons également abordé aujourd'hui la question des droits de l'Homme (...) J'ai exprimé notre préoccupation quant à la liberté d'expression et d'association en

### DANS CETTE ÉDITION

1. Le 19<sup>ème</sup> sommet UE-Chine et le 35<sup>ème</sup> dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme à Bruxelles
2. Des ambassadeurs de l'UE visitent la Région autonome du Tibet
3. La Chine sous la loupe de la 35<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU
4. Le Karmapa évoque le changement climatique et le Tibet, « Troisième Pôle » de la Terre, lors de sa première visite au Royaume-Uni
5. Le président des États-Unis propose de réduire le financement des programmes consacrés au Tibet
6. Une nouvelle règle interdit aux enfants tibétains de prier pendant le mois sacré
7. Le point sur les prisonniers politiques
8. Suggestion de lecture
9. Événements à venir

*Chine, notamment la détention d'avocats et de défenseurs des droits de l'Homme, ainsi qu'à la situation des minorités telles que les Tibétains et les Ouïghours. »*

> Suite page 2

> Suite de la page 1



Des membres de la communauté tibétaine de Belgique lors du rassemblement en marge du sommet UE-Chine le 2 juin (Photo : ICT)

En marge du sommet le 2 juin, plus de 200 personnes, dont des membres des communautés tibétaine et ouïghoure, ont rejoint une [manifestation](#) organisée par ICT et une coalition d'ONG, afin d'exhorter l'UE à adopter une position ferme quant à la détérioration de la situation des droits de l'Homme en Chine. En amont de cette

rencontre de haut niveau, ICT et 15 autres ONG ont adressé une [lettre commune aux dirigeants de l'UE](#), leur demandant instamment d'aborder en privé et publiquement la dégradation de la situation des droits de l'Homme en Chine.

Le sommet UE-Chine a été suivi les 22 et 23 juin par le 35<sup>ème</sup> dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme. Cette 35<sup>ème</sup> session comprenait le dialogue en lui-même et une table ronde entre les participants européens et chinois (y compris des membres du Parlement européens, des représentants de la société civile et du monde universitaire) le premier jour, ainsi qu'une visite de terrain au centre d'accueil pour demandeurs d'asile Bruxelles-Petit-Château le deuxième jour.

De nombreux thèmes figuraient à l'ordre du jour de ces deux journées de programme, et notamment: la migration et les droits des réfugiés, la liberté de religion et de conviction, les droits des personnes appartenant à des minorités, en particulier au Tibet et dans le Xinjiang, et la liberté d'association et de réunion pacifique, y compris la mise en œuvre de la loi chinoise en matière de gestion des activités des ONG étrangères.

L'UE a eu l'occasion d'évoquer les cas de prisonniers politiques chinois, de militants et de défenseurs des droits de l'Homme détenus, dont trois Tibétains: Tashi Wangchuk, Druklo et Lobsang Kunchok. Elle a réclamé que « *tous les individus détenus dans le cadre de leur combat en faveur des droits de l'Homme soient libérés, qu'ils puissent être représentés par un avocat de leur choix, rencontrer les membres de leur famille, avoir accès à une assistance médicale adéquate si nécessaire, et que leurs allégations de maltraitance fassent immédiatement l'objet d'enquêtes.* »

ICT s'inquiète profondément de l'état de ce dialogue, qui a -pratiquement depuis sa création- été marqué par un manque d'indicateurs clairement définis permettant de mesurer les progrès réalisés, ainsi que par l'exclusion de voix chinoises indépendantes du processus. Ce dialogue s'est en outre tenu cette fois à un niveau hiérarchique inférieur du côté du gouvernement chinois, après plus d'un an sans aucune discussion. Dans une [déclaration commune](#) publiée en amont du dialogue, plusieurs

ONG dont ICT ont donc demandé à l'UE d'« annuler son dialogue sur les droits de l'Homme avec la Chine et de suspendre les échanges tant que ces réunions ne pourraient pas offrir de réelles améliorations en matière de droits de l'Homme ».

Pour lire le communiqué de presse officiel du Service européen pour l'action extérieure sur le dialogue, cliquez [ici](#) (en anglais). ■

## Des ambassadeurs de l'UE visitent la Région autonome du Tibet

L'ambassadeur de l'UE en Chine Hans Dietmar Schweisgut ainsi qu'un groupe d'ambassadeurs de pays membres de l'UE à Beijing ont effectué une visite officielle dans la Région autonome du Tibet (RAT) du 26 au 30 juin, à l'invitation des autorités de la RAT, selon un [communiqué de presse](#) publié par le Service européen pour l'action extérieure en amont de cette visite.

Au programme, des réunions avec des dirigeants de la RAT à Lhasa et avec des représentants du Bureau de l'éducation, du Bureau de la santé et de la planification familiale, de la Commission pour le développement et la réforme, et de la Commission des affaires ethniques et religieuses de la RAT. Les ambassadeurs ont discuté du développement économique et social de la RAT, ainsi que de questions liées notamment à la religion, à l'éducation et aux droits de l'Homme.

La dernière visite officielle d'un représentant de l'UE dans la RAT datait de septembre 2013, lorsque le représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme Stavros Lambrinidis avait été invité à se rendre en RAT. ■

## La Chine sous la loupe de la 35<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU



Philip Alston, rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme, lors d'une conférence de presse à Beijing en août 2016. (Photo : Reuters/Jason Lee)

**Lors de la 35<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, qui s'est déroulée du 6 au 23 juin à Genève, la Chine a de nouveau été scrupuleusement examinée par les observateurs de l'ONU, les États et les ONG.**

Dans un rapport [publié récemment](#) sur la mission qu'il a effectuée en Chine en août 2016, le rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme Philip Alston a écrit que la situation des Tibétains et des Ouïghours était « extrêmement problématique ». « La plupart des minorités ethniques en Chine sont confrontées à de graves problèmes de droits de l'Homme, notamment des taux de pauvreté sensiblement plus élevés, des actes de discrimination ethnique et des déplacements forcés », a-t-il expliqué.

Dans son rapport, présenté lors la 35<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU le 7 juin, Philip Alston a en outre réfuté l'affirmation du gouvernement chinois selon laquelle les différentes

« nationalités » jouiraient de l'égalité garantie par la constitution chinoise. Il a critiqué la politique de l'autruche menée par le ministère chinois en charge des minorités ethniques, en expliquant que celui-ci avait mis en œuvre des « politiques uniformes venues d'en haut », en soutenant que ses « projets de réduction de la pauvreté n'avaient rencontré aucune résistance ni aucune protestation ». Ce rapport fait également état de plusieurs tentatives des autorités chinoises visant à l'empêcher d'accomplir sa mission d'enquête au moyen de procédés d'intimidation, de surveillance et de restriction de ses déplacements. Les autorités chinoises l'ont par ailleurs empêché de rencontrer « une grande majorité des acteurs de la société civile avec un quelconque degré

de liberté ou de confidentialité ».

Dans une [déclaration](#) prononcée au nom de la Fondation Helsinki pour les droits de l'Homme, le directeur des affaires européennes d'ICT, Vincent Metten, s'est félicité de ce rapport, exhortant les membres du Conseil des droits de l'Homme à « soutenir l'appel du Rapporteur spécial pour un ensemble complet de politiques visant à faire en sorte que les considérations en matière de droits de l'homme, inexistantes à ce jour, occupent désormais une place de choix dans tous les aspects du processus décisionnel de la République populaire de Chine ».

Lors de cette session du Conseil des droits de l'Homme, l'Allemagne, la France, la Suisse, le [Royaume-Uni](#) et les [États-Unis](#) ont également soulevé des préoccupations au sujet de la situation des droits de l'Homme en Chine et au Tibet. ICT a tout particulièrement apprécié de voir l'[Allemagne](#) exprimer une vive inquiétude quant aux « violations massives des droits de l'Homme en Chine, surtout au Tibet, dans le Xinjiang et dans les régions avoisinantes, notamment les atteintes à la liberté de religion observées à Larung Gar »



Le rassemblement de solidarité pour le Tibet devant le Palais des Nations à Genève le 9 juin. (Photo : Bureau du Tibet)

et exhorter la Chine à libérer sur le champ tous les défenseurs des droits de l'Homme détenus, y compris le militant de la langue tibétaine Tashi Wangchuk.

Mélanie Blondelle d'ICT, s'exprimant au nom de la Fondation Helsinki pour les

> Suite page 4

## Le Karmapa évoque le changement climatique et le Tibet, « Troisième Pôle » de la Terre, lors de sa première visite au Royaume-Uni



Sa Sainteté le Karmapa a donné un enseignement en trois parties sur les « Huits versets de l'entraînement de l'esprit » dans le Battersea Park de Londres. (Photo : Olivier Adam)

Le Karmapa a donné deux jours d'enseignement à des milliers de bouddhistes ainsi qu'à d'autres personnes dans le Battersea Park de Londres. Il s'est en outre entretenu en privé avec Son Altesse Royale le prince Charles, fervent défenseur de l'environnement et du Tibet. Le Karmapa a visité un temple hindou et présidé une cérémonie au Tibetan Peace Garden dans l'enceinte de l'Imperial War Museum, avant de bénir des milliers de Népalais et d'Indiens lors d'une célébration organisée par le Buddhist Community Centre UK. Il s'est également adressé à la communauté tibétaine de Grande-Bretagne et a présenté son nouvel ouvrage « [Interconnected: Embracing Life in Our Global Society](#) » (« Monde interconnecté: comment vivre pleinement sa vie dans notre société mondiale »).

Lors de cette visite, le Karmapa a également évoqué l'importance environnementale capitale du Tibet: « Si l'on veut protéger l'environnement du Tibet, rien de tel que de s'adresser au peuple tibétain qui le côtoie depuis des millénaires. Il le connaît mieux que quiconque et

**Au cours de sa première visite au Royaume-Uni du 17 au 28 mai, le Karmapa, éminent maître bouddhiste tibétain, a évoqué l'importance environnementale capitale du Tibet en tant que Troisième Pôle de la Terre. Il a également souligné à quel point il était important que le peuple tibétain lui-même assure la gestion des ressources naturelles du Toit du monde.**

*sait naturellement comment créer un environnement durable. Les Tibétains y mettent tout leur cœur et tout leur esprit. Ils ont une approche traditionnelle à l'égard de l'environnement: ils le considèrent comme une terre sacrée peuplée par les dieux et les esprits. Leur vision est profondément sincère et respectueuse de leur monde naturel. »*

Le 17<sup>ème</sup> Karmapa, Ogyen Trinley Dorje, est à la tête de l'école Karma Kagyu de bouddhisme tibétain et le seul lama tibétain réincarné à être reconnu par le gouvernement chinois et par le Dalai-Lama. Ogyen Trinley Dorje s'est enfui en exil en Inde en 2000. Son intérêt pour l'environnement remonte à son enfance qu'il a passée au sein d'une famille nomade dans le Tibet oriental.

Le 24 mai, il s'est joint à l'ancien archevêque de Canterbury Lord Rowan Williams, ainsi qu'à des scientifiques, des universitaires et des personnalités du monde culturel, pour une table ronde sur l'environnement organisée par International Campaign for Tibet

> Suite de la page 3

droits de l'Homme, a également fait part de [préoccupations](#) concernant la vague d'immolations par le feu qui continue de déferler sur le Tibet -depuis 2009, au moins 150 Tibétains ont mis le feu à leur propre corps. Elle a pressé le Conseil des droits de l'Homme de demander à la Chine « d'accorder le libre accès au Tibet à des contrôleurs indépendants et impartiaux, ainsi que la Chine en avait convenu à l'issue de son Examen périodique universel en 2013 ». La délégation chinoise s'est servie de son droit de réponse pour condamner les immolations par le feu au Tibet, soutenant que celles-ci étaient « organisées par la clique du Dalai-Lama ».

En marge de cette session du Conseil des droits de l'Homme, un important rassemblement a également été organisé à Genève le 9 juin afin d'appeler la communauté internationale et les Nations Unies à prendre des mesures à l'égard du Tibet. Ce rassemblement mis sur pied par la communauté tibétaine de Suisse et du Liechtenstein, l'Association Amitié Suisse-Tibet et International Campaign for Tibet, a réuni plus de mille Tibétains et militants de la cause tibétaine, ainsi que des intervenants de six pays européens. Ces derniers ont abordé la dégradation de la situation des droits de l'Homme au Tibet, en particulier à la lumière de la récente recrudescence d'auto-immolations cette année. ■

et la fondation Inspire Dialogue à Cambridge. Ce rendez-vous visait à regrouper différentes perspectives «entre les disciplines et les générations» comme point de départ d'un dialogue permanent. À cette occasion, la directrice communication d'ICT Kate Saunders a présenté un exposé sur les politiques chinoises de colonie nomade ainsi que sur les conséquences des réserves naturelles créées par la Chine sur le plateau tibétain. ■

## Une nouvelle règle interdit aux enfants tibétains de Lhasa de prier pendant le mois sacré



Des enfants issus des écoles primaires de Lhasa « déclarant [leur] amour à grand-père [au président] Xi » dans le cadre de la campagne « Quatre accents et quatre amours ». (Photo : vtibet)

**Dans le cadre d'une nouvelle règle imposée en mai, les enseignants et les parents d'une école de Lhasa ont reçu l'ordre d'empêcher les enfants de participer à des activités religieuses durant le grand mois anniversaire bouddhiste de Saga Dawa.**

Le mois sacré de Saga Dawa, qui célèbre l'anniversaire de la naissance, de l'éveil et de la mort de Bouddha, est considéré comme un bon moment pour pratiquer le bouddhisme en récitant des prières, en donnant l'aumône aux mendiants, en s'abstenant de manger de la viande et en agissant avec compassion et bonté.

Mais cette année, une école primaire de Lhasa a diffusé un document le 27 mai, indiquant que les parents devaient veiller à ce que leurs enfants « ne participent à aucune activité religieuse et superstitieuse d'aucune sorte » pendant leurs vacances d'été et, qu'en tant que parents, ils ne devaient pas non plus s'adonner à ce type de pratique. Ces consignes données par l'école élémentaire Je-bumgang (en chinois : Ji Peng Gang) de Lhasa indiquent formellement que les enfants ne doivent pas participer à ce type d'activités. Cette décision démontre que les autorités chinoises ciblent

les plus jeunes dans le cadre d'une campagne idéologique systématique.

Cette volonté d'empêcher les enfants d'exprimer leur dévotion religieuse s'inscrit dans le cadre d'une [nouvelle campagne politique](#) dans la Région autonome du Tibet (RAT), visant à diluer « l'impact négatif de la religion » et se concentrant sur les « [quatre amours](#) » (définis comme les « intérêts fondamentaux » du Parti communiste chinois), dans le cadre d'un contrôle renforcé en cette année du 19<sup>ème</sup> Congrès du Parti. Les campagnes idéologiques battent leur plein à des niveaux supérieurs du système d'éducation au Tibet. Début mai, le Parti communiste du Sichuan a organisé une conférence politique à Chengdu pour les universités et les établissements supérieurs afin de « *transmettre et de mettre en œuvre les principales instructions du président chinois Xi Jinping en matière de travail politique et idéologique* ». ■

## Le président des États-Unis propose de réduire le financement des programmes consacrés au Tibet

**International Campaign for Tibet exprime sa préoccupation quant à la proposition du président américain Donald Trump de réduire l'aide financière allouée aux programmes tibétains dans le budget de l'année fiscale 2018.**

Depuis plusieurs décennies, le Département d'État américain soutient des programmes d'aide humanitaire et au développement pour le peuple tibétain, au Tibet et en exil, afin de permettre à ce dernier d'acquérir l'autonomie économique et de préserver et promouvoir sa culture, son identité et son mode de vie. Cette aide accordée année après année a eu des répercussions positives sur le développement de la communauté tibétaine.

Le Département d'État, qui a envoyé la proposition détaillée au Congrès dans le cadre du budget annuel de Donald Trump, a indiqué qu'il s'agissait d'un « choix difficile » qu'il avait dû prendre, car son budget lui-même avait été réduit de plus de 28 pour cent.

ICT s'inquiète de cette proposition et a déjà contacté les bureaux des Comités concernés au Sénat et à la Chambre des représentants. ICT assurera le suivi de cette question, puisque le Congrès doit désormais examiner la proposition budgétaire du président.

Pendant ce temps, alors que l'administration Trump s'apprête à désigner les prochains hauts fonctionnaires du Département d'État, 37 membres du Congrès ont [écrit](#) au président Trump afin de lui rappeler son obligation légale en vertu du Tibetan Policy Act de 2002 de nommer un Coordinateur spécial sur le Tibet. ■

*Le point sur les prisonniers politiques*

## Gendun Drakpa et Lobsang Sherab

Selon un [rapport de Radio Free Asia](#), Gendun Drakpa et Lobsang Sherab, deux moines tibétains disparus depuis l'année dernière après avoir été arrêtés par la police dans le Sichuan, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement pour avoir entrepris des « activités séparatistes ».

Un Tibétain vivant en Inde a prévenu RFA que Gendun Drakpa, âgé de 40 ans, et Lobsang Sherab, âgé de 36 ans, avaient été jugés mi-juin et reconnus coupables d'avoir transmis des informations sensibles sur le plan politique à des correspondants en dehors du comté de Dzoegé (en chinois : Ruo'ergai) dans la préfecture autonome tibétaine de Ngaba (Aba).

« Ils n'ont pas eu le droit de demander l'assistance d'un avocat et n'ont pas eu la possibilité de se défendre eux-mêmes », a expliqué la source. « Ils n'ont pas non plus été autorisés à rencontrer leurs parents ou d'autres proches. »

Gendun Drakpa a été condamné à cinq ans de prison, tandis que Lobsang Sherab a reçu une peine de quatre ans d'emprisonnement. On ne sait pas exactement quelles

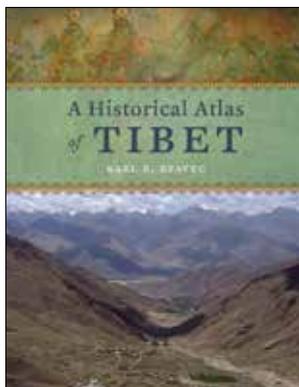
informations ces deux moines ont été accusés de transmettre, et l'identité des destinataires demeure inconnue.

Selon la source de RFA, des Tibétains qui assistaient au procès en tant que témoins ont été contraints de remettre leurs téléphones portables à la police. Les autorités dans les régions à peuplement tibétain des provinces chinoises surveillent de près la manière dont les Tibétains utilisent les téléphones portables et les réseaux sociaux. Elles punissent sévèrement quiconque diffuse des nouvelles ou des images d'immolations par le feu et d'autres manifestations défiant l'autorité chinoise. Le 4 mai, un moine de 42 ans prénommé Gonpo a, par exemple, été [placé en détention](#) parce qu'on le soupçonnait de transmettre des informations à des correspondants étrangers sur de récents cas d'immolation.

Lorsque Gendun Drakpa a été arrêté en août 2016, il assurait la fonction de trésorier du monastère de Thangkor Soktsang de Ngaba, tandis que Lobsang Sherab travaillait dans le magasin du monastère, ont expliqué des sources à RFA dans de [précédents rapports](#). ■

## Suggestion de lecture

### A Historical Atlas of Tibet, de Karl E. Ryavec



**Éditeur:**  
University  
of Chicago  
Press

**Date de  
publication**  
Mai 2015

A Historical Atlas of Tibet (« Un atlas historique du Tibet ») est le fruit de 12 années de recherche et de huit années de cartographie. Cet ouvrage décrit les sites culturels et religieux du plateau tibétain et de ses environs, depuis l'ère paléolithique et néolithique jusqu'à nos jours. L'Atlas historique du Tibet de Karl E. Ryavec couvre les cinq grandes périodes de l'histoire tibétaine et présente des cartes d'introduction de chacune d'elles, suivies de cartes détaillées des régions occidentale, centrale et orientale. Il visualise à merveille l'histoire du bouddhisme tibétain, retraçant sa propagation en Asie, avec des milliers de temples représentés, au Tibet, dans le nord de la Chine, en Mongolie et jusqu'à Beijing. L'ouvrage de Karl E. Ryavec renferme des cartes des principales entités administratives et de leurs administrations territoriales, ainsi que des royaumes de Gugé et de Purang dans le Tibet occidental, et des royaumes de Dergé et de Nangchen dans le Kham. Il contient également des plans de la ville de Lhasa et des cartes axées sur l'histoire et la langue, la population, les ressources naturelles et les politiques contemporaines.

Exceptionnellement complet et visuellement remarquable, ce volume que l'on attendait tant est une véritable pierre angulaire de la cartographie, des études asiatiques et bouddhistes. Il doit se trouver dans toutes les bibliothèques et sur les tables basses de tous ceux qui sont attirés par les paysages, les peuples et les cultures du Toit du monde. ■



## ÉVÉNEMENTS À VENIR

- ▶ **SEPTEMBRE :**  
36<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies
- ▶ **AUTOMNE 2017 :**  
19<sup>ème</sup> Congrès national du Parti communiste de Chine
- ▶ **DEUXIÈME SEMESTRE DE 2017 :**  
6<sup>ème</sup> Sommet 16+1 à Budapest, Hongrie (à confirmer)